

# Grèce : miner la « fabrique sociale » (I)

samedi 24 novembre 2012, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2012).

## Sommaire

- [L'effondrement](#)
- [Se nourrir, se chauffer, \(...\)](#)
- [Chômage et paupérisation](#)

La phase qui s'étend du 20 octobre au 17 novembre 2012 [1] est d'une particulière importance dans la situation socio-politique de la Grèce. Ses conséquences sont encore difficilement prévisibles. Dans un premier temps, saisir de manière quelque peu précise les traits de la sombre et dangereuse situation socio-économique nous apparaît comme un préalable avant des considérations sur le « modèle Syriza ».

Une récente étude rendue publique par le professeur Haralambos Papa Georgiou, à l'occasion de la conférence nationale de pathologie interne qui s'est tenue à Athènes du 18 au 20 octobre 2012, indiquait que 33% des femmes et 25% des hommes vivant en Grèce souffraient de dépression moyenne à sérieuse. La cause principale en était les répercussions de la dépression économique, avec toutes leurs manifestations sur la vie quotidienne d'une très large majorité de Grecs et sur les possibilités d'une projection dans l'avenir.

Le gouvernement n'a-t-il pas prévu, début novembre 2012, de réduire l'allocation attribuée aux personnes frappées d'invalidité à 80%, après avoir déjà réduit en mai 2012 les rentes versées aux personnes considérées comme souffrant d'une invalidité inférieure à ce taux ? Le 7 novembre 2012, il a dû reculer. Momentanément ? Dès le mois de septembre 2012, les personnes handicapées manifestaient sur la place Syntagma. Le 28 septembre, deux cars de CRS (MAT) bloquaient l'accès de la rue Leoforos Vasilissis Sofias afin de « protéger » le parlement de ce désagrément provoqué par quelque 700 personnes handicapées !

Le 29 août 2012, Giorgios Chatzis laissait un message sur le téléphone de sa femme : « *Je ne reviendrai pas à la maison. Je n'ai plus rien à offrir. Je ne suis plus rien. Je vous aime tous. Prends soin des enfants...* ». Ce travailleur de la construction, âgé de 60 ans, venait d'apprendre qu'il avait perdu sa rente d'invalidité s'élevant à 350 euros. Il la touchait depuis quatre ans, « en plus » d'une préretraite de 50 euros par mois. Ces 400 euros constituaient le seul revenu pour toute la famille. Lorsqu'il a appris, suite à divers recours initiés en février, qu'il perdait sa rente d'invalidité, il mit fin à ses jours. Son corps fut retrouvé plus tard. Giorgios Chatzis aurait dû attendre cinq ans sans revenu pour recevoir une retraite réduite à quelque 300 euros. En effet, le dernier paquet d'austérité prévoit de reculer l'âge ouvrant le droit à la retraite à 67 ans, ce qui aurait augmenté de deux ans le nombre d'années durant lesquelles il n'aurait pas cotisé au fonds de retraite du secteur privé ; ce qui aurait encore réduit le montant mensuel de ce qui est qualifié « retraite ».

Le 15 novembre 2012, la presse grecque annonce qu'une jeune infirmière – qui venait d'être licenciée suite aux mesures d'austérité dans le secteur de la santé – s'est jetée du sixième étage dans le district athénien de Pangrati. Sa sœur a tenté de la retenir. Elle a échoué. Un double drame. Le même jour, le quotidien Democratia rapporte le suicide par le feu – derrière l'hôpital Amalia Fleming situé dans la banlieue Melisia d'Athènes – d'une jeune femme, âgée de 20 ans, condamnée

au chômage. Des habitants ont appelé la police lorsqu'ils ont entendu des cris et vu des flammes. Sa famille, à sa recherche, l'a reconnue sur une photographie médico-légale auprès de la police.

Quand une « crise-gangrène » (capitaliste) détruit la vie de jeunes, elle traduit, sans fard, son authentique violence mortifère. Depuis trois ans, plus de 3000 suicides ont été « enregistrés » en Grèce. En écho lugubre, une récente étude du Département d'obstétrique et de gynécologie de l'hôpital universitaire Areteion d'Athènes attire l'attention sur un accroissement alarmant des morts in utero, corrélé au « stress social ».

## **L'effondrement**

Voilà quelques-unes parmi les centaines de milliers de tragédies que dissimulent, en quelque sorte, les chiffres secs de l'évolution du PIB ou du chômage. La Grèce connaît depuis le troisième trimestre 2008 une phase de dépression. Une dépression similaire, dans son ampleur, à une situation de guerre. Mais, cette fois il s'agit d'une guerre sociale, avec des dimensions autoritaires « modernes » qui commencent à émerger.

Selon le dernier rapport de l'OCDE, l'évolution annuelle du PIB à prix courants est la suivante : 2008 : -0,13% ; 2009 : -3,1% ; 2010 : -4,9% ; 2011 : -7,1% ; 2012 : -6% ; 2013 : -4,2%.

Le 14 novembre 2012, l'Hellenic Statistical Authority (ELSTAT) publiait ses estimations pour le troisième trimestre 2012. Le PIB, à prix constants (référence 2005), avait baissé de 7,2% par rapport au même trimestre de 2011 ; et cela malgré une « bonne année touristique 2012 » qui influe sur les résultats du troisième trimestre ! L'évolution des huit trimestres de 2010 et 2011 et des trois de 2012 (par rapport au même trimestre de l'année précédente et à prix constants) est la suivante : 2010 : -1%, -2,8% ; -6,6% ; -9,9% ; 2011 : -8,8% ; -7,9% ; -4,0% ; -7,9% ; 2012 : -6,7% ; -6,3% ; -7,2%. La forte pente déclinante ressort bien.

De fin 2008 à fin 2012, le PIB se sera effondré (au moins) de quelque 21%. En 2013, la barre des 25% sera nettement franchie, d'autant plus que vont entrer en vigueur : l'ensemble des coupes budgétaires et hausses d'impôts diverses adoptées par une majorité « troïkane » du parlement le 14 novembre 2012 ; les diminutions des salaires comme des diverses « allocations sociales » ; la montée du chômage effectif et du travail à temps partiel.

A cela s'ajoute l'écroulement brutal des investissements productifs depuis le troisième trimestre 2008 : en volume (indice 100 en 2002), ils ont passé d'un indice proche de 175 début 2009 à 75 fin 2011. En outre, la récente dynamique relative des exportations – vantée par le gouvernement et la droite – va être freinée par le contexte récessif européen, ce qui peut s'entrevoir déjà. Et, surtout, en volume, les exportations ont passé d'un indice de 140 en début 2009 (indice 100 en 2002) à moins de 120 à la mi-2012.

Enfin, la masse des impayés fiscaux recensés (impôts, taxes, TVA, etc.) a passé, de juin à septembre 2012, de 3,8 milliards d'euros à plus 10 milliards (certaines estimations la considèrent supérieure). La relation entre la violente baisse des dépenses publiques et une hausse attendue des recettes fiscales ne correspondra certainement pas à celle envisagée par le gouvernement et ses précepteurs troïkiens. Cela servira à justifier, officiellement, de nouveaux « paquets d'austérité ».

Une telle dépression – dans sa durée et son ampleur – est une « première » en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

## **Se nourrir, se chauffer, de déplacer...**

Le secteur de la construction, qui occupe une place importante dans le capitalisme grec, a reculé de 27,5% d'août 2011 à août 2012. Près de la moitié des travailleurs de la construction ont perdu leur emploi depuis 2007. L'affaîssement des permis de construire dans l'ensemble du pays – pour les grandes villes le processus est plus accentué – est de 27,3% au cours des neuf premiers mois de 2012. La combinaison entre la contraction du revenu des ménages, la sévère restriction des crédits bancaires et la hausse des impôts sur les revenus comme sur la propriété suffit à expliquer ces statistiques.

Le nombre de sans-logis est estimé à 40'000, un nombre qui aurait explosé si le logement familial ne servait pas d'amortisseur, si le regroupement dans un même logement de plusieurs personnes ne devenait pas une contrainte, si n'existait pas la possibilité d'un repli – dont la durée peut être limitée – sur un logement hérité dans une région moins urbanisée. Si aboutit la proposition d'élus de la Nouvelle Démocratie, entre autres Makis Voridis, de supprimer la protection légale des propriétaires endettés à hauteur de 200'000 euros et moins pour leur logement principal, le nombre de sans-logis va prendre l'ascenseur.

Et lorsqu'une famille dispose d'un logement, faut-il encore qu'elle puisse le chauffer à l'approche de l'hiver. Le prix du litre de mazout de chauffage a été fixé par le Ministère des finances à 1,35 euro (soit 1,63 CHF), une augmentation de 35% par rapport à l'année passée ; la baisse des prix du mazout sur le marché international a évité un prix qui était initialement fixé entre 1,40 et 1,60 euro par litre.

Les distributeurs, après négociation, ont de suite annoncé qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de vendre le mazout à ce prix. Leurs ventes ont baissé de 50% par rapport à 2011. Dans le nord de la Grèce, d'octobre 2011 à octobre 2012, la demande s'est tassée de 80%. La température clémente, jusqu'en novembre, ne peut expliquer une telle baisse. Dès lors, même lorsque le froid frappera, l'impossibilité pour des secteurs entiers de la population d'acheter du mazout se confirmera. Les quelques mesures pour les familles à revenu très bas concédées, au dernier moment, par le ministre des Finances ne changeront pas la tendance, même si une ligne téléphonique est mise à disposition de ceux qui voudraient obtenir un rabais !

Le quotidien Kathimerini (4 novembre 2012) considère, selon les pronostics du secrétaire de la Fédération des livreurs et commerçants de fioul (POPEK), que 3000 à 3500 entreprises sur les 7000 devront mettre la clé sous le paillason. En zone rurale, la forte hausse de l'utilisation du bois de chauffage est un indice de l'impossibilité de se chauffer en utilisant le mazout.

Arthouros Zervos, le PdG de la Public Power Company (la société publique d'électricité), a révélé que 30'000 ménages ou « entreprises » étaient sujettes, chaque mois, à des coupures d'électricité suite au non-paiement des factures (qui comportent aussi des impôts immobiliers). Le prix de l'électricité a déjà été augmenté et, dès janvier 2013, une hausse de 40% interviendra, en deux ou trois étapes. Cela concerne l'électricité pour les ménages et les « petites entreprises » (bas voltage). Quant au prix des transports publics ils augmenteront encore, dès mars 2013, d'environ 25% (bus, métro, tram, etc.).

Le 31 octobre 2012, l'ELSTAT publiait sa statistique sur les ventes de détail. L'effondrement des ventes dans l'alimentation offre une autre illustration des effets sur la vie quotidienne d'une majorité de la population de la crise capitaliste d'ensemble, de ses traits spécifiques au sein de la formation sociale grecque et, en particulier, des contrecoups produits par le choc des « remèdes » administrés par la Troïka (UE, FMI, BCE). En volume (à prix constants), les ventes de biens alimentaires ont fléchi de 5,5% en 2010 (par rapport à 2009), de 6% en 2011 (par rapport à 2010).

L'affaissement s'est accentué au cours des 8 premiers mois de 2012 par rapport à la même période de 2011. En août 2012, le volume des biens alimentaires vendus a reculé de 8,2% par rapport à août 2011. Si l'on prend en considération le volume des ventes du secteur de l'alimentation, des boissons et du tabac, en août 2012 (par rapport à août 2011) la diminution est de 13,3% et de 14,9% pour le secteur de l'habillement et les chaussures.

A leur façon, voici quelques révélateurs du fait que la faim commence à tennailler une partie croissante de la population : l'essor des « soupes populaires » ; la distribution de nourriture par diverses ONG et initiatives solidaires ; la recherche de nourriture dans les poubelles ; les pratiques de troc (comme cela s'était produit en Argentine en 2001-2002) ; le « geste » des supermarchés de mettre en vente – de manière « visiblement séparée », selon les recommandations gouvernementales – les produits ayant dépassé leur date de péremption ; les apparentes baisses de prix liées à des reconditionnements dans les grandes surfaces.

## **Chômage et paupérisation**

Le PDG d'une des plus grandes firmes mondiales d'investissement sur le marché obligataire, PIMCO, basée en Californie, Mohamed A. El-Erian, dans un article publié, le 9 novembre, par la CNBC à propos de la situation économique en Grèce, parlait de « génération perdue » pour ce qui a trait au chômage. Il soulignait aussi « les risques d'instabilité sociale » si de nouvelles mesures d'austérité étaient adoptées. El-Erian n'a pas l'âme d'un assistant social. C'est un professionnel du risque... financier.

Le 8 novembre 2012, l'ELSTAT a publié sa dernière note sur la situation du chômage en août 2012. En août 2011, le taux de chômage en Grèce était de 18,4% ; en août 2012, il était de 25,4% ; un mois auparavant, il se situait à 24,8%. Ces chiffres – qui sous-estiment le chômage effectif (entre autres toutes les formes de sous-emploi, de non-recherche d'emploi) – vont suivre, au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2012, une pente ascendante plus marquée que celle empruntée entre juin et août 2012.

Entre août 2011 et août 2012, le nombre de chômeurs et chômeuses a augmenté de 38,4%, soit 351'666. Entre juillet et août 2012, une période où le tourisme déploie ses effets positifs sur l'emploi, 23'442 personnes se sont pourtant jointes à la file des chômeurs. En août 2008, le nombre de personnes employées s'élevait à 4'562'311. En août 2012, ils étaient 3'726'663. Les chômeurs étaient au nombre de 371'138 en août 2008 et de 1'267'595 en août 2012.

La ventilation par génération donne tout son sens à la formule « génération perdue ». En août 2012, 58% des jeunes entre 15 et 24 ans étaient au chômage et 32,9% de ceux et celles entre 25 et 34 ans. La hausse du chômage dans les tranches d'âge de 45 à 54 ans et de 55 à 64 ans est explosive et va avoir des effets, dans un premier temps, sur leur revenu (allocations de chômage réduites), puis sur leurs retraites et conduire à une paupérisation rapide de ces couches de salarié·e·s. Respectivement le chômage de ces deux tranches d'âge passe entre août 2008 et août 2012 de 4,3% à 18,3% et de 3% à 14,5%.

A ces données, il faut ajouter les effets de la limitation à 12 mois du versement des allocations chômage. Selon les données de l'ELSTAT, à la fin du deuxième trimestre de 2012, 700'000 chômeurs et chômeuses de longue durée se trouvent déjà sans revenu.

En 2013, des licenciements importants se profilent. La réorganisation du secteur bancaire (fusions et fermetures) aboutira à quelque 20'000 licenciements sur un total de 56'000 salarié·e·s. Dès avril 2013, le processus devrait s'enclencher. Les sommes allouées sous formes d'indemnités ou de dédommagements seront, dorénavant, frappées d'un impôt massivement accru. Par exemple, les

sommes allant jusqu'à 60'000 euros n'étaient pas soumises à l'impôt. Actuellement, un dédommagement de 48'000 euros sera frappé d'un impôt de 30% et de 45% au-dessus de 60'000 euros (10% antérieurement).

Des sociétés importantes déposent leur bilan et le mouvement va s'accélérer durant les mois à venir. Ainsi, la plus grande firme d'ameublement, active dans la production comme la vente, NEOSET, a vu son chiffre d'affaires en Grèce baisser de plus de 60%. Le 13 novembre la banqueroute est enregistrée. Elle « occupe » en Grèce 1014 salarié·e·s. Active dans divers pays (Russie, Roumanie, Bulgarie, Canada, etc.), elle avait joué, ces derniers mois, la carte : « Achetez grec ». Cela n'a pas suffi ! L'autre firme réputée du même secteur, SATO, a fait faillite en octobre 2012.

Dans le secteur public est en marche le procédé consistant à créer une « réserve de travail ». En d'autres termes, des employé·e·s de l'administration publique centrale et des municipalités vont être versés dans une « réserve », pour un an, avec un salaire réduit de 25%. Si dans un an, aucune nouvelle place n'est disponible, ils seront licenciés sans compensation !

L'opération mise à la « réserve de travail » se centre, d'abord, sur quelque 2000 employé·e·s qui sont entrés dans le secteur public en transférant leur statut de « personnel disposant d'un contrat privé » à celui de membre du secteur public, cela sans passer par la sélection officielle de l'ASEP (Conseil supérieur de la sélection du personnel). Ainsi sont visés celles et ceux qui ont obtenu un emploi à partir de « connexions » politiques. Ce qui explique les réticences de nombreuses instances municipales à envoyer au ministre Antonis Maniatis la liste de celles et ceux qui doivent commencer à remplir « la réserve ». Le choix de la première cible tend à légitimer les licenciements dans ce secteur.

Le voile est ainsi mis sur la restructuration massive du secteur public (suppression de divers services, institutions, départements, etc.) qui interviendra en 2013 suite aux plans de réformes administratives imposés par la Troïka. Le chiffre de 20'000 nouveaux « réservistes », pour l'année 2013, est déjà mentionné, sans tenir compte du blocage généralisé des nouveaux engagements. L'application de ce plan est un facteur de tension au sein de la coalition gouvernementale entre la Nouvelle Démocratie, le PASOK et la Gauche démocratique. Ces futurs « réservistes » constituent aussi une réserve de votes. Le ministre insiste pour l'heure sur celles et ceux qui ne seront pas concernés, par exemple ceux dont la femme a pris une retraite anticipée. L'énumération de ces exceptions fait partie des manœuvres de division et de confusion habituelles en la matière.

Ainsi, il est mentionné que les salarié·e·s des entreprises publiques de l'eau, de l'électricité, des chemins de fer ne sont pas concernés par cette « réforme ». Or, ces entreprises sont sur la liste des privatisations qui déboucheront sur une purge sévère du nombre de travailleurs et de travailleuses.

Pour disposer d'une vue plus complète du « marché du travail », il faut savoir entendre la déclaration du secrétaire du syndicat des inspecteurs du travail, Michalis Salaris. Il indiquait, en septembre 2012, que plus de 400'000 salarié·e·s, en 2011, avaient été payés avec au moins trois mois de retard. Ce nombre a dû exploser en 2012. En outre, la pratique de ne payer qu'une partie du salaire – face à la menace d'une faillite imminente – se répand.

Quant aux « indépendants » (aux auto-employés), selon le responsable de leur organisation, Antonis Kourkoulis, environ 40% d'entre eux se trouvent dans l'impossibilité de payer leurs contributions à leur fonds de retraite et d'assurance-maladie. Ce qui prélude à de futures catastrophes sociales.

Le chômage et ses menaces va exercer une pression énorme sur les salaires. Olli Rehn, commissaire européenne aux Affaires économiques et monétaires, se réjouit du « succès » d'une baisse de 15% des coûts unitaires du travail en 18 mois. Nous reviendrons sur les effets insignifiants, du point de

vue même du commissaire, d'une telle baisse pour une relance supposée de la « compétitivité » de la Grèce, dont la part des emplois manufacturiers dans l'emploi total a passé de 13% en 2002 à 9% en 2012.

Pour l'heure, il est plus utile de disposer d'une « image » plus concrète. Le nouveau « paquet d'austérité » fixe à 510,95 euros brut par mois le salaire minimum pour un salarié de moins de 25 ans. Supposons que ce jeune trouve un emploi. Il aura droit à une augmentation de 10% tous les trois ans. Après neuf ans de travail, il recevra un salaire brut de 660 euros (soit, au cours actuel, 799 CHF). Le salaire minimum brut de ceux et celles ayant plus de 25 ans sera de 586,08 euros. Tous les trois ans, de même, ils « auront droit » à une augmentation de 10%. Après neuf ans, ils atteindront les sommets de 761 euros brut par mois.

Un petit calcul : 510 euros pour 4 semaines de 40 heures, cela fait 3,187 euros de l'heure. Or, dans la conjoncture actuelle, les employeurs privilégient les emplois à temps partiel afin de ne pas verser de cotisations sociales. Quant aux salariés à temps partiel, ils n'ont pas de chance de recevoir une allocation de chômage. Le salaire minimum est décidé par le Ministère du travail et cette « règle » devrait rester en vigueur jusqu'à ce que le chômage tombe à 10%.

L'ELSTAT, dans une note publiée le 2 novembre 2012, évaluait le nombre de personnes vivant en dessous de la « ligne de pauvreté » à 2,34 millions, en 2010, ligne fixée à 60% du salaire médian qui a d'ailleurs baissé depuis cette date de référence. Pour la seule année 2010, 5% de la population a vu ses revenus réels tomber en dessous de la ligne de pauvreté de 2009 et rejoindre les 20% qui y étaient déjà reclus. Il est donc certain qu'en 2012 le nombre de personnes survivant en dessous – souvent largement en dessous de cette dite ligne – doit atteindre quelque 3,3 millions de personnes. La pauvreté frappe avec plus de force les enfants de 0 à 15 ans (revenu des ménages, entre autres mono-parentaux) et les personnes de 65 ans et plus [2].

La destruction de la « fabrique sociale » est à l'œuvre. Pour l'heure, les mobilisations socio-politiques font barrage à l'explosion de tensions exacerbées (qui existent déjà) entre divers « fragments » de la société et à la crainte de « l'inconnu » qui s'empare de fractions de la population. (A suivre.)

**Charles-André Udry**

---

**P.-S.**

\* <http://alencontre.org/±>

---

## Notes

[1] Ce samedi 17 novembre 2012 est marqué par la commémoration du 39<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement étudiant des 15-17 novembre 1973, à la Polytechnique d'Athènes, contre le pouvoir dictatorial ; et surtout de sa répression sanglante suite à l'entrée des chars de l'armée dans l'enceinte de la Polytechnique : 24 morts et plus de 886 arrestations avec utilisation de la torture. Ce soulèvement fut un moment important dans la chute en 1974 de la dictature. Un slogan unificateur était : « Du pain, l'éducation et la liberté ».

Plusieurs milliers de personnes, étudiants entre autres, ont manifesté ce 17 novembre 2012 à

Athènes, en clamant aussi leur solidarité avec la population de Gaza.

Les nazis de l'Aube Dorée dénie, malgré les nombreuses études historiques faites depuis lors (entre autres celles de l'Institut du Centre national de recherches), que les chars et la dictature aient assassiné des étudiants. Le négationnisme fait partie de leur identité politique.

Une partie de la presse de droite passe le message selon lequel, des étudiants engagés dans ce soulèvement ont fait, par la suite, carrière au PASOK. Ceux de droite ont simplement continué la leur dans les wagons de Konstantinos Karamanlis qui redevint premier ministre en juillet 1974.

[2] Voir l'étude de Manos Matsaganis et Chrysa Leventi, septembre 2011, ETUI Policy Biref, No. 5, 2011